

## ANNEXE

### Formule 1

(Article 38)

#### RÉCLAMATION DE PRIVILÈGE

A. B. (nom du réclamant) de (indiquer ici son lieu de résidence), (si la réclamation est celle d'un cessionnaire ajouter : – en qualité de cessionnaire de – et indiquer le nom et le lieu de résidence du cédant) réclame un privilège sous le régime de la *Loi sur le privilège du constructeur* sur le domaine de (indiquer ici le nom et le lieu de résidence du propriétaire du bien-fonds visé par la réclamation de privilège) dans le bien-fonds décrit ci-dessous pour les travaux (ou services ou matériaux) suivants, soit (décrire brièvement ici la nature des travaux effectués ou à effectuer ou des services ou des matériaux fournis ou à fournir et pour lesquels le privilège est réclamé) lesquels travaux ont été effectués (ou doivent être effectués) (ou lesquels services ou matériaux ont été ou doivent être fournis) pour (indiquer ici le nom et le lieu de résidence de la personne sur la réputation du crédit de laquelle les travaux ont été ou doivent être effectués ou les services ou les matériaux ont été ou doivent être fournis) le ou avant le        jour d        19        .

Le montant réclamé comme étant dû (ou devant devenir dû) est de        \$.

La description du bien-fonds qui doit être grevé est la suivante (donner ici une description concise du bien-fonds qui soit suffisante pour les exigences de l'enregistrement).

(Lorsque du crédit a été accordé pour le paiement, insérer le paragraphe suivant :)

Lesdits travaux ont été effectués (ou doivent être effectués) (ou les services ou les matériaux ont été fournis ou doivent être fournis) à crédit et la durée de la période de crédit convenue a expiré (ou doit expirer) le jour d        19        .

Fait à        , ce        jour d        19        .

(Signature du réclamant)

Aux fins de signification, l'adresse du réclamant est :

## Formule 2

(Article 38)

### RÉCLAMATION DE PRIVILÈGE POUR SALAIRES

A. B. (nom du réclamant) de (indiquer ici son lieu de résidence), (si la réclamation est celle d'un cessionnaire ajouter : –en qualité de cessionnaire de – et indiquer le nom et le lieu de résidence du cédant) réclame un privilège sous le régime de la *Loi sur le privilège du constructeur* sur le domaine de (indiquer ici le nom et le lieu de résidence du propriétaire du bien-fonds visé par la réclamation de privilège) dans le bien-fonds décrit ci-dessous pour salaire dû en raison de travaux effectués (ou de services fournis) sur ce bien-fonds pendant qu'il était à l'emploi de (indiquer ici le nom et le lieu de résidence de l'employeur du réclamant), le ou avant le      jour d  
19      .

Le montant réclamé comme étant dû (ou devant devenir dû) est de      \$.

La description du bien-fonds qui doit être grevé est la suivante (donner ici une description concise du bien-fonds qui soit suffisante aux fins de l'enregistrement).

Fait à      , ce      jour d      19      .

(Signature du réclamant)

Aux fins de signification, l'adresse du réclamant est

### Formule 3

(Article 38)

#### RÉCLAMATION DE PRIVILÈGE POUR SALAIRES PAR PLUSIEURS RÉCLAMANTS

Les personnes suivantes réclament un privilège sous le régime de la *Loi sur le privilège du constructeur* sur le domaine de (indiquer ici le nom et le lieu de résidence du propriétaire du bien-fonds visé par les réclamations de privilège) dans le bien-fonds décrit ci-dessous pour salaire dû en raison de travaux effectués (ou de services fournis) pendant qu'elles étaient à l'emploi de (indiquer ici le nom et le lieu de résidence des employeurs des divers réclamants).

A. B. (nom du réclamant) de (indiquer ici son lieu de résidence) réclame \$ en raison de travaux effectués  
(ou de services fournis) le ou avant le jour de 19 .

C. D. (nom du réclamant) de (indiquer ici son lieu de résidence) réclame \$ en raison de travaux effectués  
(ou de services fournis) le ou avant le jour de 19 .

E. F. (nom du réclamant) de (indiquer ici son lieu de résidence) réclame \$ en raison de travaux effectués  
(ou de services fournis) le ou avant le jour de 19 .

La description du bien-fonds qui doit être grevé est la suivante (donner ici une description concise du bien-fonds qui soit suffisante aux fins de l'enregistrement).

Fait à , ce jour d 19 .

(Signatures des réclamants)

Aux fins de signification, l'adresse des réclamants est  
ou Aux fins de signification, les adresses des réclamants sont les suivantes :

Réclamant	Adresse de signification
A.B.	
C.D.	
E.F.	

## Formule 4

(Articles 38 et 45)

### ATTESTATION DU PRIVILÈGE SOUS SERMENT

Je soussigné, A. B. désigné (ou représentant du réclamant désigné) dans la réclamation de privilège ci-dessus (ou annexée) déclare sous serment croire que les faits mentionnés dans la réclamation de privilège ci-dessus (ou annexée) sont véridiques.

ou

Nous soussignés, A. B. C. et D. , désignés dans la réclamation de privilège ci-dessus (ou annexée) prêtons individuellement serment et chacun de nous déclare croire que les faits mentionnés dans la réclamation de privilège ci-dessus (ou annexée) sont véridiques en ce qui le concerne.

Assermenté devant moi à dans , ce jour d 19 .

Commissaire à l'assermentation

## Formule 5

(Article 45)

### AVIS DE RÉCLAMATION DE PRIVILÈGE

Destinataire (inscrire ici le nom du propriétaire – ministre, organisme gouvernemental ou municipalité).

A. B. (nom du réclamant) de (indiquer ici son lieu de résidence), (si la réclamation est celle d'un cessionnaire ajouter : – en qualité de cessionnaire de – et indiquer le nom et le lieu de résidence du cédant) donne avis d'une réclamation de privilège sous le régime de la *Loi sur le privilège du constructeur* pour les travaux (ou services ou matériaux) suivants, soit (décrire brièvement ici la nature des travaux effectués ou à effectuer ou des services ou des matériaux fournis ou à fournir et pour lesquels le privilège est réclamé), lesquels travaux ont été (ou doivent être) effectués (ou lesquels services ou matériaux ont été ou doivent être fournis) pour (indiquer ici le nom et le lieu de résidence de la personne sur le crédit de laquelle les travaux ont été ou doivent être effectués ou les services ou les matériaux ont été ou doivent être fournis) le ou avant le jour d 19 , à l'égard d'un bien-fonds ou d'un ouvrage dont (indiquer ici le nom du propriétaire – Couronne, organisme gouvernemental ou municipalité) est le propriétaire.

Le montant réclamé comme étant dû (ou devant devenir dû) est de \$.

La description (ou l'adresse) du bien-fonds sur lequel ou à l'égard duquel des travaux ont été ou doivent être exécutés ou des services ou des matériaux ont été ou doivent être fournis est la suivante : (Indiquer ici l'adresse ou la description du bien-fonds ou de l'endroit de l'exécution des travaux).

(Lorsque du crédit a été accordé pour le paiement, insérer le paragraphe suivant :)

Lesdits travaux ont été effectués (ou doivent être effectués) (ou les services ou les matériaux ont été fournis ou doivent être fournis) à crédit et la durée de la période de crédit convenue a expiré (ou doit expirer) le jour d 19 .

Fait à , ce jour d 19 .

(Signature du réclamant)

Aux fins de signification, l'adresse du réclamant est

## Formule 6

(Article 45)

### AVIS DE RÉCLAMATION DE PRIVILÈGE POUR SALAIRES

Destinataire (inscrire ici le nom du propriétaire – ministre, organisme gouvernemental ou municipalité).

A. B. (nom du réclamant) de (indiquer ici son lieu de résidence), (si la réclamation est celle d'un cessionnaire ajouter : –en qualité de cessionnaire de – et indiquer le nom et le lieu de résidence du cédant) donne avis d'une réclamation de privilège sous le régime de la *Loi sur le privilège du constructeur* pour salaire dû en raison de travaux effectués (ou de services fournis) sur le bien-fonds ci-après décrit pendant qu'il était à l'emploi de (indiquer ici le nom et le lieu de résidence de l'employeur du réclamant), le ou avant le        jour d        19    .

Le montant réclamé comme étant dû (ou devant devenir dû) est de        \$.

La description (ou l'adresse) du bien-fonds sur lequel ou à l'égard duquel les travaux ont été effectués ou les services fournis est la suivante : (indiquer ici l'adresse ou la description du bien-fonds ou de l'endroit de l'exécution des travaux).

Fait à        , ce        jour d        19    .

(Signature du réclamant)

Aux fins de signification, l'adresse du réclamant est

## Formule 7

(Article 45)

### AVIS DE RÉCLAMATION DE PRIVILÈGE POUR SALAIRES PAR PLUSIEURS RÉCLAMANTS

Destinataire (inscrire ici le nom du propriétaire – ministre, organisme gouvernemental ou municipalité).  
Les personnes suivantes donnent avis de réclamations de privilèges sous le régime de la *Loi sur le privilège du constructeur* pour salaire dû en raison de travaux effectués (ou de services fournis) sur le bien-fonds ci-après décrit dont (indiquer ici le nom du propriétaire) est le propriétaire, pendant qu'elles étaient à l'emploi de (indiquer ici le nom et le lieu de résidence des employeurs des divers réclamants).

A. B. (nom du réclamant) de (indiquer ici son lieu de résidence) réclame \$ en raison de travaux effectués  
(ou de services fournis) le ou avant le jour de 19 .

C. D. (nom du réclamant) de (indiquer ici son lieu de résidence) réclame \$ en raison de travaux effectués  
(ou de services fournis) le ou avant le jour de 19 .

E. F. (nom du réclamant) de (indiquer ici son lieu de résidence) réclame \$ en raison de travaux effectués  
(ou de services fournis) le ou avant le jour de 19 .

etc.

La description (ou l'adresse) du bien-fonds sur lequel ou à l'égard duquel les travaux ont été effectués ou les services fournis est la suivante : (indiquer ici l'adresse ou la description du bien-fonds ou de l'endroit de l'exécution des travaux).

Fait à , ce jour d 19 .

(Signatures des réclamants)

Aux fins de signification, l'adresse des réclamants est

ou Aux fins de signification, les adresses des réclamants sont les suivantes :

Réclamant	Adresse de signification
A.B.	
C.D.	
E.F.	

## Formule 8

(Articles 25 et 46)

### CERTIFICAT D'EXÉCUTION SUBSTANTIELLE

J'atteste que le contrat (ou le contrat de sous-traitance) conclu entre

(inscrire ici le nom et le lieu de résidence)

en qualité de propriétaire (ou d'entrepreneur)

et (inscrire ici le nom et le lieu de résidence)

en qualité d'entrepreneur (ou de sous-traitant) le            jour d            19    concernant le bien-fonds et les travaux décrits ci-dessous a été substantiellement exécuté aux termes de la *Loi sur le privilège du constructeur* le jour d            19    .

Les travaux sont brièvement décrits comme suit :

Le bien-fonds est décrit comme suit :

Le nom et l'adresse de la personne dont le certificat autorise les paiements sont : (omettre si non applicable).

Le nom et l'adresse de la personne donnant le certificat sont :

Le présent certificat d'exécution substantielle au sens de la *Loi sur le privilège du constructeur* a été donné le jour d            19    .

Le soussigné atteste par les présentes que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts et qu'il est une personne qui, en vertu de la *Loi sur le privilège du constructeur*, doit donner le présent certificat ou est autorisée à le donner.

(Signature et qualité de la personne donnant le certificat)

### Formule 9

(Article 49)

#### ORDONNANCE D'AFFAIRE EN INSTANCE

(Intitulé de la cause)

J'atteste que le demandeur mentionné ci-dessus a intenté une action devant ce tribunal pour exercer sur le bien-fonds suivant (donner ici à l'égard du bien-fonds qui doit être grevé une description concise qui soit suffisante aux fins de l'enregistrement) une réclamation de privilège sous le régime de la *Loi sur le privilège du constructeur* pour un montant de \$.

Fait à , ce jour d 19 .

Sceau.

(Signature du registraire du tribunal ou d'un registraire adjoint du tribunal)

### Formule 10

(Article 50)

#### AVIS AU TITULAIRE DU PRIVILÈGE

Destinataire (indiquer ici le nom du titulaire du privilège).

Conformément aux dispositions de la *Loi sur le privilège du constructeur*, je vous avise par les présentes que la réclamation de privilège que vous avez enregistrée le jour d 19 sur les biens-fonds suivants, soit (donner ici la description des biens-fonds), s'éteindra à moins que ne soit intentée une action en vue de l'exercice de cette réclamation de privilège ou une action dans laquelle cette réclamation de privilège peut être exercée et qu'un certificat l'attestant (lequel certificat doit être rédigé selon la formule 9 de l'annexe de la loi et signé par le registraire du tribunal ou un registraire adjoint du tribunal) ne soit enregistré à ce bureau dans les 30 jours suivant la date de la mise à la poste du présent avis, ou à moins que, durant cette période de 30 jours, vous ne me remettiez une ordonnance d'un juge du tribunal prorogeant le délai pour intenter l'action.

Fait à , ce jour d 19 .

Registraire de district

---

L.M. 1993, c. 8, art. 9.

## Formule 11

(Article 63)

### AVIS DU PROCÈS

(Intitulé de la cause)

Prenez acte que la présente action sera instruite au palais de justice de \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ jour d \_\_\_\_\_ 19\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_ heure(s), par un juge de ce tribunal qui entendra alors la présente affaire et examinera toutes les questions soulevées ou qu'il serait nécessaire d'examiner pour décider de façon complète de l'action et règlera les droits et obligations des personnes qui comparaitront devant lui ou qui auront reçu signification du présent avis; de plus, lors du procès, le juge établira tous les comptes, fera toutes les enquêtes, donnera toutes les directives et fera tout ce qui est nécessaire afin d'instruire l'action et d'en décider complètement de même que de toutes les affaires, questions et comptes en résultant et il accordera aux parties tout redressement qu'il estime nécessaire.

Prenez également acte que si vous ne comparez pas au procès pour faire la preuve de votre réclamation ou, le cas échéant, de votre contestation, l'affaire procédera en votre absence et il est possible que vous perdiez tous les bénéfices de l'action et qu'il soit décidé de vos droits sans vous.

La présente action vise à l'exercice d'une réclamation de privilège sous le régime de la *Loi sur le privilège du constructeur*; elle a été intentée par le demandeur susmentionné contre les défendeurs susmentionnés et elle vise les biens-fonds suivants : (donner ici la description des biens-fonds grevés).

Le présent avis est donné par – (indiquer ici le nom de la partie qui donne l'avis et, si elle est représentée par un procureur, le nom et l'adresse de celui-ci).